

## **Retour sur Copenhague**

Le CCFD-Terre Solidaire a participé au sommet de Copenhague qui s'est tenu du 7 au 18 décembre 2009, avec des partenaires philippins et indonésiens.

Le bilan politique de ces négociations internationales, certes très décevant, ne doit pas pour autant masquer le succès de la mobilisation citoyenne autour de cet évènement et encore moins nous décourager pour les prochains rendez vous climatiques.

### **Une mobilisation sociale réussie**

Copenhague a marqué un tournant dans l'histoire des sommets internationaux sur le climat par l'ampleur de la mobilisation des sociétés civiles, en marge du sommet des Nations Unies. Pendant deux semaines, les populations du monde entier ont eu les yeux rivés sur le Danemark et suivi avec intérêt les informations relayées par les nombreux journalistes et représentants d'organisations de la société civile présents à Copenhague.

Le sommet officiel a enregistré une participation record avec plus de 45 000 personnes inscrites, dont 20 000 observateurs (ONG, entreprises privées, syndicats, collectivités locales etc.) et environ 3000 journalistes.

Le sommet de la société civile, le Klimaforum, a également été très fréquenté. Et dans les rues de Copenhague, la manifestation du samedi 12 décembre a rassemblé près de 100 000 personnes. Dans cette mobilisation, les ONG d'environnement habituellement présentes ont été rejointes par des ONG de solidarité internationale ainsi qu'un grand nombre de mouvements sociaux : mouvements citoyens, organisations de paysans, de femmes, syndicats, élus locaux, etc.

Cette pression sociale et médiatique a porté ses fruits. En s'invitant à Copenhague, la société civile a exprimé sa préoccupation concernant les questions climatiques et plus largement environnementales. Au delà des discussions techniques et scientifiques, elle a montré que la crise écologique constitue un sujet social et politique majeur qui nous invite à reconsidérer les modèles de développement, les relations Nord Sud et les questions de solidarité.

Cette mobilisation sociale a aussi permis de faire de Copenhague un rendez-vous politique incontournable avec la participation de plus de 120 chefs d'Etats ou de gouvernements.

### **Un rendez-vous politique manqué**

Le déroulement des négociations et l'issue du sommet n'ont cependant pas été à la hauteur des attentes. Devant la complexité des solutions et des engagements à prendre, les pays ont semblé d'avantage préoccupés de savoir qui porterait la responsabilité en cas d'échec des négociations que par l'avancée des négociations.

En effet, si les termes justes d'un accord respectant les impératifs en matière de justice sociale et les recommandations des scientifiques, sont connus depuis plusieurs mois, les engagements qui en découlent sont très lourds. Et cette question est d'autant plus difficile qu'aucun pays ne connaît réellement sa marge de manœuvre. En effet, les solutions concrètes et les trajectoires de transition vers des économies plus sobres restent en grande partie à inventer.

Le sommet a donc conclu in extremis, sur un « accord » de trois pages, qui n'en est pas vraiment un, dans la mesure où il n'a pas remporté l'adhésion de l'ensemble des pays. La Conférence des parties de l'UNFCCC a simplement pris note de ce texte juridiquement non contraignant et dans lequel aucun chiffre global de réduction des émissions de gaz à effet de serre n'a pu être inséré. L'objectif de limitation du réchauffement climatique à 2°C est mentionné sans déclinaison d'un engagement collectif concret pour y parvenir. Des cases vides ont été laissées pour que les pays indiquent au plus tard fin janvier 2010, leurs engagements respectifs. Pour l'instant, tout indique que la somme de ces engagements nationaux ne permettra pas de rester sous le seuil de 2°C. Pour la période entre 2010 et 2013, 10 milliards de dollars annuels de financements précoces ont été promis, dont la répartition thématique ou géographique reste inconnue. Pour ce qui est des financements de long terme, le texte mentionne la mobilisation de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 sans plus de détails sur les sources de ces financements. Enfin, le texte ne donne aucun mandat précis pour la poursuite des discussions internationales.

### **Coup dur pour les Nations Unies**

Les pays ne sont donc pas parvenus à un accord global pour mener une action collective contre le changement climatique. Cet échec est en partie dû au déficit de confiance causé par le non respect des engagements des pays riches lors de la première période d'engagement du protocole de Kyoto et à la réticence des pays en développement sur les questions de normes de mesure et de vérification internationales. Pendant le sommet de Copenhague, ce rôle clé de la confiance s'est aussi illustré dans les très vives réactions face aux processus de consultations parallèles et partiels menés par la présidence danoise. Cette situation a paralysé les négociations et empêché de déboucher sur des pistes concrètes d'action collective.

Au-delà de ce problème, le sommet de Copenhague aura aussi été le théâtre d'une profonde remise en question du multilatéralisme et d'un basculement géopolitique. En dépit des prises de positions fortes et déterminées de la part de nombreux pays, le nœud de la négociation résidait dans les engagements respectifs des Etats-Unis et de la Chine. Et les points de blocages dans les positions de ces deux pays n'auront pas pu être surmontés, ruinant les efforts de consensus de la part de pays plus ambitieux tels que le Brésil.

La réunion à 27 qui s'est tenue à la fin du sommet résume bien la difficulté de l'exercice du multilatéralisme et la tentation des grands pays à passer en force. Et la non-adhésion d'un petit nombre de pays du Sud sur le texte final démontre l'impossibilité de gérer un bien public de l'humanité tel que le climat, en contournant le cadre multilatéral.

Après ce sommet de Copenhague, le risque le plus important serait de baisser les bras face à la difficulté de la tâche. Or si les négociations internationales sur le climat représentent un processus incontournable, elles ne feront pas tout et par nature, elles enferment le débat dans un cadre volontairement restreint et cloisonné. L'échec de Copenhague ne doit donc pas empêcher les acteurs locaux d'avancer de façon transversale sur les questions environnementales, d'innover afin de proposer ensuite des alternatives concrètes.

C'est la raison pour laquelle la présence à Copenhague du CCFD-Terre Solidaire, ainsi que celle de partenaires indonésiens et philippins était importante.

06/01/2010

La participation du CCFD-Terre Solidaire, dans le cadre de la campagne CIDSE « justice climatique » et du groupe climat de Coordination Sud et du Réseau Action Climat, a favorisé de nombreuses rencontres avec des acteurs du sud et des échanges réguliers avec des membres importants de la délégation française. Elle nous a également permis de dégager des pistes de réflexion sur les questions de la gouvernance d'un futur accord, les financements associés à sa mise en œuvre et l'inclusion possible de l'agriculture.

La négociation de Copenhague dépasse largement les seuls enjeux du climat et pose des questions de fond sur la transformation de nos modèles économiques, l'agriculture, l'alimentation, l'énergie, l'accès aux ressources naturelles, les droits des migrants etc. ; autant de sujets sur lesquels le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires sont engagés.

Mathilde Dupré  
CCFD-Terre Solidaire